



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Mainframe & Business Software Procurement Division /
Div des achats des ordi principaux et des logiciels de
gestion

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet Logiciel conforme à la norme S1000D	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-200195/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-200195	Date 2020-02-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EEM-031-37355	
File No. - N° de dossier 031eem.W6369-200195	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-03-03	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dossou, Hubert D.	Buyer Id - Id de l'acheteur 031eem
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-8173 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

CETTE MODIFICATION NO. 001 A POUR OBJET DE RÉPONDRE À UNE QUESTION PORTÉE À NOTRE ATTENTION PAR L'INDUSTRIE.**QUESTION #001**

En ce qui concerne le champ d'application de tout logiciel acquis pour fournir la solution demandée...

J'ai d'abord lu :

“Clause multi-ministérielle : La Demande de proposition permettra au Canada de mettre la solution logicielle à la disposition de tous les ministères ou de toutes les sociétés d’État (selon la définition de ces termes dans la Loi sur la gestion des finances publiques) ou encore de toute autre partie pour le compte de laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à agir, à l’occasion, en vertu de l’article 16 de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (chaque partie étant un « **Client** »). Le Canada se réserve le droit d'identifier la solution logicielle comme étant une norme ministérielle ou d'entreprise pour cette utilisation et des utilisations similaires. Bien que le Canada puisse mettre la solution logicielle à la disposition de l'ensemble des clients, cette demande de soumissions n'empêche nullement l'application par le Canada d'une autre méthode d'approvisionnement pour toute autre entité du gouvernement du Canada ayant des besoins similaires. ”

Puis j'ai lu dans la section 2.0 Portée et orientation future :

“Cette acquisition permettra de remplacer l’application existante utilisée par l’Armée canadienne. Son déploiement dans la Marine royale canadienne (MRC) sera conditionnel au respect des exigences cotées relatives à la synchronisation des données entre les serveurs centraux et déployés. Les exigences de l’Aviation royale canadienne ne sont pas comprises dans la portée de cet approvisionnement. ”

Mes questions portent sur les informations présentées ci-dessus :

L'exigence contractuelle multi-ministérielle, à mon avis, implique que la demande porte sur une solution dont l'utilisation est autorisée à **tout** ministère du gouvernement du Canada ou **toute** société d'État (toute société dont la dette est due par le peuple du Canada).

La portée indique que toutefois les licences sont destinées à l'armée canadienne (License pour tous les Départements de l’Armée), puis à la marine canadienne (une extension pour inclure également une License pour les Départements de la Marine). Aucun besoin de l'armée de l'air canadienne n'est envisagé (aucune autorisation n'est requise pour l'armée de l'air canadienne).

Laquelle de ces deux affirmations reflète bien la stratégie d'acquisition de licence souhaitée par le Canada ?

Envisagez-vous un emplacement unique d'hébergement de la solution - peut-être dans un centre de données centralisé - prenant en charge toutes les entités souhaitées OU des emplacements individuels de la solution situés dans chaque entité, quel que soit leur situation géographique au Canada ?

Est-ce l'information disponible sur la page web suivante constitue une liste exacte de toutes les sociétés d'État?

https://en.wikipedia.org/wiki/Crown_corporations_of_Canada

RÉPONSE #001

Le ministère de la Défense nationale (MDN) serait le Client initial du contrat subséquent. Tout Client supplémentaire serait ajouté en exerçant des options irrévocables qui seraient définies dans la Demande de propositions (DP) et incluses dans le contrat subséquent.

Le besoin, y compris les options de déploiement, sera finalisé après examen des réponses reçues de l'industrie.

Pour un aperçu des organisations et des intérêts fédéraux, y compris les sociétés d'État, veuillez visiter le site Web suivant:

<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/etablissement-rapports-depenses/inventaire-organisations-gouvernement/aperçu-types-institutions-definitions.html>.